

Embargo: samedi 7 septembre 1991, 13 h

La version orale fait foi

La Suisse en Europe

**Allocution du président de la Confédération à l'occasion
de la Journée de l'Europe, Sion, 7 septembre 1991**

Le caractère hautement symbolique de cette phase finale des festivités du 700^e anniversaire de la Confédération suisse, dans laquelle nous entrons en ce mois de septembre, n'échappe à personne. C'est en tant que président de la Confédération suisse que j'ai le plaisir de prendre la parole en ce jour à Sion, à l'occasion de la Journée de l'Europe. C'est avec joie aussi que j'envisage l'honneur qui me sera fait sous peu d'intervenir comme invité officiel représentant notre pays devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg et d'ouvrir l'année académique 1991 - 1992 du Collège de l'Europe à Bruges.

Cette phase finale des festivités est donc largement consacrée à l'Europe. Et c'est bien qu'il en soit ainsi. Car
Il est hors de doute que l'avenir de la Suisse dépendra lui aussi d'une manière fondamentale de la forme et du sens que notre pays saura donner en temps utile à ses liens avec notre continent engagé dans la voie de son unification.

Si nous demandons au hasard à un citoyen ou une citoyenne de ce pays d'exprimer ce que l'Europe représente pour lui ou pour elle, la réponse serait peut-être plus simple que nous l'imaginons. L'Europe, ce sont les pays qui nous entourent, ce sont les plaines vers lesquelles s'écoulent nos fleuves, ce sont les villes proches qui nous accueillent dès que nous avons passé nos étroites frontières. L'Europe fait partie de nous-mêmes, tout comme nous en faisons partie. Il en a toujours été ainsi et rien n'y pourra jamais changer.

La Suisse est européenne par nature, par sa position géographique, et par sa culture. Nous parlons les mêmes langues - allemand, français, italien, sans oublier le romanche, langue menacée de notre plus petite minorité - que nos grands voisins, dont la culture nous fascine, en même temps que nous nous en réclamons. La compréhension mutuelle est aisée, parce qu'elle repose sur une longue histoire commune. Nous portons en nous le souvenir du rôle que nos ancêtres ont joué en Europe. Nous nous rappelons les gestes historiques des cantons les plus anciens, par exemple lors des guerres de Bourgogne, à Grandson et à Morat. Bien des Romands se souviennent encore que leur destinée helvétique fut scellée dès cette époque.

Nous songeons encore aux batailles de Pavie, de Novare, et de Marignan, qui décidèrent le sort des Suisses italiens. Et nous n'oublions pas l'impact que la Révolution française victorieuse a eu sur l'Ancien Régime des Cantons. Nous savons que sans la volonté des Etats européens réunis au Congrès de Vienne, la Suisse ne serait pas devenue ce qu'elle est.

Notre pays fait partie intégrante de ce continent qui a créé et réalisé tant de grandes choses, dans les domaines de l'art, de la science et de la technique, mais aussi et peut-être surtout dans celui des droits fondamentaux, des libertés, et de la démocratie, qui sont les fondements de la civilisation contemporaine. Et la Suisse, à juste titre, en est fière.

Mais les Suisses et les Suissesses n'ignorent pas non plus que si ce continent a contribué peut-être mieux qu'aucun autre au développement des valeurs chrétiennes de charité et de liberté, il a violé et trahi ces mêmes valeurs plus que tout autre aussi. C'est là un paradoxe dramatique et insondable! L'Europe de Thomas Moore, de Saint-François d'Assise, de Rousseau et de Schiller, c'est aussi l'Europe qui a déclenché les guerres les plus atroces, organisé l'exploitation coloniale, et permis la barbarie fasciste, national-socialiste, et communiste.

Les manifestations les plus récentes de ces dérapages ont été vécues par de nombreux Suisses et Suissesses de la génération de nos aînés. Ils et elles se sont sentis alors menacés par l'Europe, par leur Europe. Et ces peurs de naguère contribuent à rendre parfois discordants les sentiments du Suisse moyen à l'égard du continent qui l'entoure. Conviction orgueilleuse de lui appartenir, à laquelle se mêle une méfiance atavique, tel est l'héritage complexe que nous a légué l'Histoire. Nous savons combien profondes sont les racines de cette Histoire, racines souvent inconsolentes, mais qui plongent profondément dans le subconscient de maints citoyens et citoyennes.

Or l'Histoire se poursuit et ne se répète pas. Ainsi, en cette fin d'un millénaire tourmenté, l'Europe est en train de vivre une nouvelle et merveilleuse expérience.

L'Europe des guerres, des dictatures et des abus de pouvoir, l'Europe des Etats en perpétuel conflit, est en train de faire place à un monde nouveau fondé sur la paix, la démocratie, et la liberté.

Certes, il faut éviter le triomphalisme autant que les utopies où tout serait peint en rose. La route sera encore longue, elle sera jonchée d'obstacles pour ces Européens qui n'eurent jamais ou si peu la chance de connaître la démocratie. Mais des progrès immenses sont en cours d'accomplissement, comme en témoignent les événements véritablement historiques qui se déroulent aujourd'hui en Union soviétique.

Il est vrai que l'exigence fondamentale d'autodétermination et de souveraineté de toute nationalité et de toute culture - une exigence que nous pouvons définir par le principe de la défense et de la promotion des minorités - cette exigence est loin d'être pleinement remplie. La tragédie yougoslave, hélas, nous le rappelle, comme le maigre résultat de la réunion d'experts sur les minorités nationales à Genève, où s'est manifestée une surprenante insensibilité à l'égard de ces impératifs. Il reste donc un long chemin à parcourir. Certains craignent même la résurgence de nouvelles puissances hégémoniques, qui pourraient représenter comme par le passé de graves périls pour notre continent.

Mesdames et Messieurs, personne ne doit s'abandonner à ses rêves, se laisser bercer par les sirènes de l'utopie. Dans nos sociétés, sujettes à des limites et des contradictions que chacun peut percevoir déjà en lui-même, les conflits, les tensions, les dangers ne seront jamais complètement bannis. Mais nous croyons qu'une Europe unie dans la paix, la liberté, et aussi, espérons-le, dans la solidarité, à l'échelle du continent comme du monde, dans le respect de la nature et de l'environnement, une telle Europe représente le meilleur garant capable d'identifier, de circonscrire, et de neutraliser les foyers de conflits potentiels.

L'extraordinaire nouveauté de la période que nous vivons a des conséquences fondamentales aussi pour la Suisse. Elle nous signifie un impératif catégorique. Nos relations avec la nouvelle Europe devront dépasser la vision traditionnelle des avantages économiques réciproques fondés sur le libre échange. Notre génération est placée devant la responsabilité exceptionnelle de situer ces relations à un niveau plus élevé et de les traduire sur un plan institutionnel qui permette à notre pays de participer largement au processus du changement. Nous avons besoin d'un nouvel esprit européen, qui sera appelé à présider au nouveau millénaire sur le point de commencer.

Le Conseil fédéral ne doute pas que cet impératif catégorique exige un changement radical de notre tradition politique vieille de plus de 30 ans, faite de prudence et parfois même de scepticisme excessif. Ce défi s'adresse aussi au Parlement, et en fin de compte à vous tous, chers concitoyens et concitoyennes. Car il est utile de le rappeler, à nous-mêmes et à nos amis européens: de même que dans le passé, c'est un peuple tout entier qui sut courir aux frontières pour faire face à la menace, de même aujourd'hui, la nouvelle voie pacifique et démocratique, l'appel fascinant de la nouvelle Europe, interpelle la responsabilité directe de tout un peuple. C'est lui qui devra un jour prendre la décision définitive. Et le premier devoir des autorités politiques est d'en tenir compte.

Je vous assure, chers concitoyens et concitoyennes, ici à Sille, que tout sera mis en oeuvre pour que le processus de rapprochement avec la nouvelle Europe soit conduit dans un esprit constant de dialogue avec vous tous et vous toutes, avec toute la population. Et ceci implique en premier lieu une volonté d'informer en détail sur les efforts entrepris.

Chères concitoyennes, chers concitoyens, je vous appelle donc à participer à l'Europe! Mais quelle sera la voie suisse vers l'Europe? Une chose est d'ores et déjà certaine: cette voie devra être aussi mûrie et réfléchie que possible.

Nous devons nous garder des enthousiasmes généraux mais naïfs. Ils n'ont jamais été bons conseillers dans le domaine de la politique, qui doit avant tout être efficace dans la poursuite de ses objectifs. L'enthousiasme excessif est plutôt préjudiciable à la cause qu'il prétend servir, tout autant, oserai-je dire, que l'hostilité émotionnelle qui gît encore dans l'esprit de certains. Nous devons éviter toute fuite en avant, tentation fréquente de ceux qui, jusque-là sceptiques ou hostiles, envisagent subitement l'Europe avec résignation, comme une fatalité désormais inéluctable inscrite dans les astres.

Il n'existe aucun déterminisme historique qui entraîne la Suisse vers l'intégration européenne. Notre voie sera tracée uniquement par la perception rationnelle que nous aurons de l'Histoire, par notre volonté commune; en fin de compte, par nos convictions profondes. Notre adhésion à l'Europe ne sera pas le résultat d'une fuite en avant égoïste et intéressée. Elle sera le produit d'efforts conscients et partagés des autorités publiques, qu'elles soient fédérales, cantonales ou communales, et du peuple souverain, ou elle ne sera pas, ou elle ne sera plus pendant de longues années, que l'objet de débats interminables et stériles.

Pour forger notre volonté commune, nous devons tenir compte, tous ensemble, d'au moins trois impératifs, qui soumettront le traditionnel perfectionnisme helvétique à rude épreuve:

- a) La voie vers l'Europe exige une vision globale et organique. Elle exclut les objections mesquines et les particularismes étroits. Toute harmonisation implique des compromis, des concessions, un renoncement à des privilèges anciens qui nous sont peut-être chers. Employeurs et salariés, paysans et écologistes, agents de la politique sociale, des transports, de la santé, et en dernière analyse tous les citoyens et citoyennes doivent savoir qu'il ne sera pas possible de participer à l'Europe en préservant tous les acquis, certes dignes, mais non déterminants, de notre mode de

via.

Ainsi, il me paraît impensable de compromettre l'éventuel accord sur l'Espace économique européen au nom d'une quelconque divergence financière concernant la dotation du Fonds de solidarité. Au contraire, la solidarité, dans laquelle nous voulons ardemment voir une caractéristique essentielle de la future Europe, exige des pays riches, comme l'heureuse Helvétie, une générosité toute particulière.

b) Le cheminement vers l'Europe exige aussi une grande clarté, une sincérité à toute épreuve, lorsque seront en jeu les aspects fondamentaux de ce que j'appellerai la philosophie commune de la future Europe. Il en ira ainsi, par exemple, chaque fois qu'il s'agira de renforcer la démocratie, le parlementarisme, et la participation populaire la plus large possible, et lorsqu'il s'agira de les préserver contre toute forme de bureaucratie; chaque fois que les droits des faibles et des minorités, les principes du fédéralisme et de la décentralisation, seront en cause; chaque fois que seront dans la balance l'égalité fondamentale et donc la dignité de tous les peuples, comme cela me semble être le cas aujourd'hui dans les aspects institutionnels, qui sont loin de nous satisfaire, de l'Espace économique européen.

Dans tous ces cas, le discours et le débat seront menés avec toute la fermeté, toute la transparence nécessaires. Aucune équivoque n'est tolérable lorsque les valeurs mêmes qui représentent la raison d'être de la nouvelle Europe sont en cause.

o) J'ajouterais que le débat au sujet de ces valeurs interpelle notre pays de façon toute particulière. Nos objectifs, et pour une part les coupables retards survenus dans la construction européenne, doivent nous inciter à progresser sur la voie de l'Europe avec une grande modestie. Mais la modestie, si désirable soit-elle, ne justifiera jamais la négligence ni l'abandon, chaque fois qu'il s'agit d'exprimer sans réserve aucune notre vision des valeurs fondamentales. Un pays régi par des formes subtiles et raffinées de démocratie directe, un pays avancé dans la pratique de la décentralisation et du fédéralisme, un pays sans doute exemplaire dans son respect des minorités, même les plus petites, a l'obligation morale d'apporter le témoignage de son expérience dans ces domaines. Il doit le faire sans arrogance, mais avec l'humilité qui émane de ses convictions, et de sa pratique pluriséculaire.

Il n'y a pas lieu d'aborder aujourd'hui les détails du vaste dialogue qui se poursuit actuellement. Il me suffira de dire que, indépendamment des négociations sur l'Espace économique européen et des décisions que prendra le Conseil fédéral, le débat rebondira de toute façon à propos de la problématique générale des relations entre la Confédération suisse et la Communauté européenne.

L'attrait toujours plus faible d'un éventuel accord sur l'Espace économique européen et les bouleversements survenus entre-temps sur notre continent doivent nous inciter à envisager encore les autres options possibles, autrement dit, les autres voies vers l'Europe. Nous continuons donc à étudier la possibilité de l'adhésion à la CEE et à réexaminer les raisons qui nous ont poussés. Il y a peu de temps encore à une décision négative.

Sans vouloir préjuger en aucune manière les décisions futures, je tenais en ce jour à signaler la possibilité d'un tel réexamen, et la volonté du Conseil fédéral d'agir en ce sens dans les plus brefs délais.

Nous savons désormais que l'unité européenne ne se limite plus à l'espace restreint que nous a légué un cruel après-guerre. Il nous est enfin donné de contempler la vaste ensemble qu'est l'Europe, la vraie, dans son intégralité, de l'Atlantique à l'Oural. La géométrie future des Etats d'une Europe enfin libre est certes encore impossible à prévoir. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun Etat ni groupement d'Etats ne peut prétendre représenter à lui seul le continent.

Ce qui est sûr aussi, c'est que ce sera notre tâche commune, au cours de ces prochaines années, en cette période historique et sans précédent que nous vivons, de contribuer à déterminer cette géométrie. L'ordre nouveau qui en résultera sera d'autant plus stable que nous saurons trouver le difficile mais indispensable équilibre entre une unité essentielle fondée sur la paix et la démocratie, et la nécessaire décentralisation qui mette en valeur, comme le souhaite la Suisse, la diversité plutôt que la puissance.

Chères concitoyennes, chers concitoyens, Mesdames et Messieurs, tel est le message que je voulais vous transmettre depuis cette antique terre, ce lieu de rencontre entre cultures diverses qui a nom Engadine.

C'est un appel impératif lancé à notre pays, pour qu'il assume sa destinée européenne, jusque dans l'ordre juridique et institutionnel.

C'est l'invitation à la Suisse d'effectuer cette transition historique, sans précipitation, sans fuite en avant, avec tout le sérieux exigé par la période historique extraordinaire que nous vivons, et avec une sincérité totale, digne de notre vision d'une Europe pacifique, démocratique, solidaire, et respectueuse de l'environnement.